

FRANÇOIS BOULO

Reprendre le pouvoir

MANUEL D'ÉMANCIPATION POLITIQUE



LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

REPRENDRE
LE POUVOIR

FRANÇOIS BOULO

REPRENDRE LE POUVOIR

Manuel d'émancipation politique

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

ISBN: 979-10-209-0760-8
© Les Liens qui Libèrent, 2021

Avant-propos

Il peut paraître rebutant d'investir du temps dans la compréhension de la politique, tant cette matière apparaît complexe et aride. Les politiciens sont habitués à nous noyer sous les chiffres ou les phrases ampoulées et les journalistes peinent à rendre tout cela accessible. Après une dure journée de travail où il reste encore à s'occuper des enfants, à gérer le budget de la famille, et à traiter les derniers courriers reçus, dont l'amende infligée pour interdiction de stationnement, il est compréhensible que la plupart d'entre nous préférions consacrer les derniers moments de la journée à se reposer plutôt qu'à réfléchir à la marche du pays et au fonctionnement de la société. Entre la difficulté de gérer le quotidien et le spectacle impénétrable de la politique, il y a bien des raisons de vite se décourager ! Et pourtant, il se pourrait que nous n'ayons pas vraiment le choix. Car si nous ne nous occupons pas de la politique, la politique, elle, finira par s'occuper de nous, que nous le voulions ou non.

Il est vrai que la période actuelle marquée par la crise du coronavirus n'arrange rien. Elle est morose, inquiétante, déprimante. Le désintérêt et l'écoeurement dominant. Le naufrage se produit sous nos yeux, mais nous nous sentons incapables de renverser le cours des choses. Comment pourrais-je dire le contraire ? Comme

plusieurs dizaines de milliers de Français, j'ai lutté pendant des mois au sein du mouvement des Gilets jaunes. J'y ai investi tout mon temps, toute mon énergie, tout mon cœur. Pour tous ceux qui se sont investis à corps perdu avec l'espoir de provoquer un changement, le résultat est cruel. Rien n'a changé. Le même sort a été réservé à tous les autres mouvements de protestation (grève contre la réforme des retraites, grève des enseignants, des pompiers, des personnels de santé, etc.). Le sentiment de résignation s'est répandu dans la société, douchant les espoirs des derniers optimistes. C'est que le mal est profond. Notre société moderne prive nos vies de sens en réduisant toutes les activités humaines à la logique du profit. Elle nous mène dans une impasse politique en appauvrissant les peuples au profit des 0,1 % les plus riches qui accumulent sans limites. Elle détruit la nature en reposant sur un modèle de croissance infinie dans un monde où les ressources sont limitées. D'un côté, les dirigeants politiques, les médias et plus généralement les classes dominantes du pays s'appliquent à conserver leurs privilèges en travaillant à préserver l'ordre établi. De l'autre, les citoyens sont maintenus captifs par les plaisirs illusoires de la consommation et neutralisés politiquement par l'atomisation d'une société où l'individualisme ne cesse de progresser. Le pire est à venir. Cette dynamique dangereuse engendre un affaiblissement de nos libertés pour le moins inquiétant. Alors, que faire? Comment reprendre la main sur le cours de nos vies? Par où commencer?

En préalable, il m'apparaît nécessaire de vous décrire les raisons qui m'ont conduit à écrire ce livre. En vous racontant mon parcours, j'espère que certaines personnes pourront se reconnaître dans mon évolution, mes doutes et mes prises de conscience. J'espère que ces quelques réflexions permettront de nourrir les vôtres.

Je suis issu d'une famille de droite plutôt populaire. Le général de Gaulle était souvent cité en référence lorsqu'un débat politique surgissait au cours des repas de famille. Combien de fois ai-je entendu cette fameuse phrase: «Ah, si De Gaulle était là,

on n'en serait pas là!» ? Depuis mon adolescence, je m'intéressais à la politique « comme tout le monde ». Je suivais avec plus ou moins d'enthousiasme les débats entre représentants politiques de l'époque. Je voulais trouver l'homme providentiel, celui qui sauverait notre nation du marasme économique, social et institutionnel. À la manière des éditorialistes et autres experts investissant les plateaux de télévision et de radio, j'interprétais les moindres signaux émis par tel ou tel homme ou femme politique afin de dresser son portrait psychologique. À la suite d'une émission de débats politiques, je disposais d'un sérieux avis sur l'ensemble des protagonistes de la scène à laquelle je venais d'assister : untel était de toute évidence combatif et compétent, tel autre était hypocrite et arrogant, tel autre encore était emprunté et insignifiant. Avec mon entourage, nous échangeions souvent nos points de vue sur les compétences des uns et des autres. Certes nous n'avions pas toujours la même opinion, mais notre approche de la politique était identique. À défaut d'accord sur le fond, nous trouvions réciproquement et implicitement la confirmation que notre méthode d'analyse était certainement la bonne. Le 6 mai 2007, j'avais vingt ans et je votais avec conviction pour Nicolas Sarkozy. Il était le chef du parti traditionnellement soutenu par ma famille, et celui – heureux hasard – qui m'avait donné le sentiment, de par sa personnalité, d'être le plus à même d'enfiler le costume du sauveur. Sa mandature présidentielle a lentement, mais sûrement, eu raison de mes convictions. Ce fut une période de confusion intérieure : je n'étais pas en désaccord complet avec les mesures et lois adoptées, j'en approuvais même une bonne partie d'entre elles, mais je constatais qu'aucun des indicateurs économiques et sociaux ne s'améliorait. La croissance ne décollait pas, le chômage et la pauvreté augmentaient, la dette publique continuait de filer, et la pression des impôts se faisait plus intense. Certes, la crise financière de 2008 était systématiquement invoquée pour expliquer ce bilan insatisfaisant et j'y faisais moi-même référence lorsqu'un contradicteur malintentionné s'avisait de critiquer l'action de celui qui était

– parce que je faisais partie de ceux qui l’avaient choisi – « mon » président.

Sans que je sois en mesure d’identifier précisément les raisons de mon incrédulité, mon intuition commençait à me souffler à l’oreille que le malaise était peut-être ailleurs. L’origine des maux de notre société ne semblait plus pouvoir être seulement réduite à une mauvaise conjoncture. J’étais las. J’avais toujours entendu les mêmes discours, les mêmes propositions, les mêmes débats... litanie incessante de ce qui devenait à mes yeux un théâtre de marionnettes. Il m’apparaissait qu’entre l’Union pour un mouvement populaire (UMP) et le Parti socialiste (PS), les divergences en matière économique étaient relativement ténues. Trop minces en tout cas pour modifier profondément la situation économique et sociale du pays. Or, ils étaient à cette époque les deux seuls partis de gouvernement. Si mon intuition était fondée, le jeu électoral était donc pipé : « pile, je gagne ; face, tu perds ». Je devais m’appliquer à élaborer une pensée rationnelle pour vérifier ou infirmer ce sentiment intérieur. Essayer de décoder la psychologie des personnalités politiques ne m’avait jusque-là mené à rien, peut-être l’analyse de fond m’éclairerait-elle ? J’entrepris de remettre en question chacun des principes que j’avais considérés comme acquis dès lors que je n’étais pas en mesure d’élaborer un raisonnement cartésien de nature à le justifier.

Je plongeai dans le monde des idées politiques de manière autodidacte, loin des analyses et des concepts développés par les intellectuels ou les personnalités politiques. Je suis parti du bas, car je n’y connaissais pas grand-chose, en concentrant mes réflexions sur les idées et arguments que j’entendais dans le débat public ou lors d’échanges avec mon entourage. Sur cette base, j’ai essayé de trouver des incohérences ou des contradictions pour trouver matière à réfléchir, à raisonner. J’ai formulé moi-même les questions qui me venaient à l’esprit et j’ai essayé, dans un premier temps en tout cas, d’y répondre par mes propres moyens. À la manière d’un musicien débutant, j’ai choisi moi-même les chansons que je voulais apprendre. J’ai progressé par tâtonnements successifs. J’ai

pris des notes pour essayer de relier les idées les unes aux autres, des tonnes de notes. J'ai essayé tant bien que mal d'écarter les fausses pistes et les raccourcis faciles. Sur la route, j'ai emprunté de nombreux sentiers qui m'ont finalement conduit dans des impasses me forçant à rebrousser chemin. De nombreuses fois, j'ai été envahi par le doute. Pourquoi je n'arrive pas à comprendre tel phénomène ou tel mécanisme? Est-ce si insurmontable que cela? D'autres y arrivent pourtant, pourquoi pas moi? Suis-je trop bête? À chaque fois, j'avais peur. Peur de ne pas y arriver, de ne pas réussir à franchir l'obstacle qui me faisait face. Tout cela était trop compliqué. Il y avait trop d'informations, trop de connaissances à emmagasiner. Plusieurs fois j'ai envisagé de jeter l'éponge. À quoi bon continuer à me donner tant de mal? Je ne suis peut-être tout simplement pas assez intelligent. Après tout, comprendre les rouages complexes du système économique et politique était peut-être réservé à un cercle restreint de personnes aux facultés intellectuelles supérieures. À chaque fois, je laissais alors mes travaux en plan. Je préférais me détourner de la réflexion, car si elle me passionnait, elle me renvoyait dans ces moments-là une mauvaise image de moi. Je perdais confiance. J'étais bloqué. Je ne savais plus où diriger ma réflexion car toutes les pistes que je suivais se heurtaient à un mur. Et puis sans raison, sans explications particulières, sans contexte pour le justifier, un déclic survenait. Une nouvelle idée qui pouvait tout aussi bien jaillir en moi qu'être récoltée au détour d'une conversation anodine, d'une conférence ou d'un débat politique. Il pouvait s'agir d'un nouvel argument, d'une nouvelle clé de compréhension. Soudain, l'horizon s'ouvrait à nouveau devant moi. Je pouvais enfin passer des obstacles sur lesquels je butais depuis des jours, des semaines, parfois des mois. L'exaltation revenait. La confiance aussi. Je n'étais peut-être pas aussi nul que je le pensais après tout. Au fil du temps, je me suis senti de plus en plus à l'aise. Les liens entre les idées se sont faits petit à petit, jusqu'à ce qu'une pensée relativement cohérente se fasse jour. Cette clé d'analyse m'a semblé pertinente, car je parvenais à trier et classer les événements qui se produisaient. J'ai

même réussi à en anticiper quelques-uns ! C'était autant une satisfaction qu'un soulagement. Je n'avais pas fait tout cela pour rien. Mes efforts étaient récompensés. Loin de moi l'idée de prétendre que cette grille d'analyse était parfaitement aboutie. J'avais connu trop de revers et commis trop d'erreurs dans mon cheminement intellectuel pour savoir qu'on n'arrive jamais vraiment à destination. Une chose est sûre. Cette démarche laborieuse de plusieurs années m'a politiquement métamorphosé. En comparant avec la représentation que je me faisais du monde il y a une dizaine d'années, je me suis émancipé d'un grand nombre d'illusions qui me tenaient lieu de vérité. L'impression est étrange, comme si j'étais sorti du coma dans lequel j'étais plongé depuis ma naissance pour découvrir l'existence et les contours de ce qu'on appelle prosaïquement « le système ». J'entends par là deux notions auxquelles il est communément fait référence. D'une part, l'idéologie qui domine nos esprits et nos sociétés modernes occidentales que l'on désigne – improprement à mon sens, mais nous y reviendrons – comme le « néolibéralisme » et, d'autre part, l'ensemble des institutions et des médias qui ont pour finalité de promouvoir et de garantir la prééminence de l'idéologie dominante. Être capable de discerner et d'identifier le système fut mon premier pas vers la sortie du coma politique et ce qui m'a finalement donné l'idée de prendre la plume.

Lorsque j'ai entrepris l'écriture de ce livre, mon premier objectif était d'organiser et de clarifier ma pensée. Le plan du livre était construit et les premières pages écrites lorsque le mouvement des Gilets jaunes est venu percuter ma vie. Je ne m'y attendais pas. Avec le recul, je peux dire que j'ai eu beaucoup de chances. Les discussions avec les amis et compagnons des ronds-points, les intellectuels, les journalistes et les activistes de tous bords m'ont beaucoup apporté. La confiance que les Gilets jaunes de Rouen m'ont accordée pour porter leur parole m'a permis de vivre des moments incroyablement enrichissants. Ces expériences ont été déterminantes. Elles ont complété, consolidé ma pensée. Elles m'ont permis de passer de la théorie à la pratique. J'ai beaucoup

appris. Sans cela, je crois que le niveau de ma réflexion aurait été insuffisant, inabouti. Les Gilets jaunes ont été une étape fondamentale de mon cheminement. Ce fut l'aboutissement du long processus d'émancipation que j'avais initié quelques années auparavant. C'est pourquoi je vais essayer tout au long de cet ouvrage de vous faire partager les fruits de mon travail issu tout à la fois de mon apprentissage politique et de mon engagement citoyen.

Ce livre a pour objet de déconstruire les idées reçues en politique, les poncifs quotidiennement relayés dans la vie de tous les jours. La tâche est difficile. Je vais essayer de rendre accessible un domaine habituellement réservé aux intellectuels qui ont pour habitude d'employer un langage relativement abscons. En principe, ce devrait être le rôle des représentants politiques. La plupart d'entre eux s'appliquent au contraire à rendre confus ce qui est simple et à caricaturer ce qui est compliqué. Ce livre ne prétend nullement à l'exhaustivité. Chaque thématique abordée mériterait d'être très largement approfondie. Cet ouvrage vise avant tout à produire une vision d'ensemble pour donner des clés de compréhension et identifier les dynamiques à l'œuvre. Il est pensé comme moyen d'amorcer ou de consolider la réflexion politique. Il a aussi pour but de proposer une grille de lecture de la situation politique actuelle. Compte tenu de l'état de déliquescence général dans lequel nous nous trouvons sur le plan politique, il m'apparaît urgent et nécessaire de vous présenter un socle commun sur lequel nous pourrions, je crois, être tous d'accord. Il ne s'agit pas d'un programme politique, mais d'une base commune de réflexion et de compréhension. Au regard des divisions qui traversent la société, réussir à s'entendre sur un référentiel commun n'est pas une mince affaire. Il s'agit pourtant d'une condition essentielle pour initier le changement. Il faut certainement en passer par là pour faire renaître la flamme de l'optimisme!

En définitive, je ne prétends rien inventer, ni détenir la vérité. En revanche, je vais tout au long de cet ouvrage développer des explications que vous pourrez vous-même éprouver. L'exigence de la méthode consiste à justifier chacun des principes énoncés au

REPRENDRE LE POUVOIR

moyen d'arguments rationnels. J'ai moi-même encore de nombreuses marches à franchir pour améliorer ma compréhension du monde et de la politique. Le principal objectif de ce livre est d'encourager chacun à emprunter ou poursuivre le chemin de la réflexion. Dans un monde gouverné par l'émotion et la superficialité, redonner toute sa place à la raison et au savoir est la première étape pour reprendre le pouvoir sur soi.

La France : état des lieux

L'économie n'a pas la cote. Il est possible que la simple évocation de cette discipline fasse naître chez vous un rictus de rejet, tout comme les mathématiques ont pu tourmenter des générations entières d'écoliers. La raison en est simple : la succession de chiffres désincarnés, noyés dans des concepts semblant si éloignés de nos vies, le tout exclusivement formulé dans les bouches d'experts austères et insondables, tout cela laisse à penser que ce n'est pas fait pour madame et monsieur Tout-le-monde. D'ailleurs, peut-être vous êtes-vous déjà fait la réflexion que cela a peu d'importance, car ce qui compte avant tout en politique, ce sont les personnes ou les groupes de personnes contre lesquelles vous pouvez lutter : les dirigeants politiques qui gouvernent contre le peuple, les multinationales qui détruisent l'environnement, les patrons ou grands patrons qui exploitent les salariés, les racistes qui discriminent en fonction de la couleur de peau, ou encore les terroristes qui tuent des innocents. Ce qui compte avant tout, ce sont les choses qui vous entourent : votre emploi, votre salaire, le prix des aliments et des biens, les impôts. Ce qui compte finalement, c'est de donner au pays un cap fondé sur des valeurs de justice et d'équité, et pour le reste, les experts suivront.

L'économie suivra.

C'est une erreur. L'économie n'a en fait pas grand-chose à voir avec l'image qu'en donnent les médias, l'école, les hommes politiques. Elle est un sujet social fondamental dans lequel prend racine une myriade d'autres problématiques qui nous touchent au quotidien. L'économie gouverne nos vies. Dans un État utopique où les rapports économiques seraient équilibrés et permettraient une distribution des richesses qui convienne à tous, nul doute que les guerres, l'insécurité, les inégalités et certaines formes de discrimination seraient des événements bien marginaux. Cela ne réglerait pas tous les conflits de l'humanité, bien entendu, mais si nous ne comprenons pas, et que nous ne nous emparons pas de la question économique, il est illusoire de croire que nous parviendrons à rétablir la justice. C'est un préalable absolu que les citoyens se réapproprient certaines notions, car se révolter sans ce prérequis équivaut à partir en guerre la fleur au fusil, sans armes ni connaissance du terrain. Or, et à la manière de ceux qui se sont approprié des concepts juridiques complexes dans le cadre d'ateliers constituants, il ne fait aucun doute que l'économie, si difficile soit-elle parfois, doit devenir pour les citoyens un outil fondamental des combats de demain.

Il est à parier qu'une fois franchie la barrière de l'inquiétude et du rejet, l'économie lève pour vous le voile sur une toute nouvelle manière d'appréhender le monde, une manière qui terrassera l'impuissance et la lassitude. S'intéresser aux théories économiques qui s'affrontent dans le petit monde universitaire, c'est découvrir une toute nouvelle échelle au sein de laquelle s'exercent les rapports de force. C'est comprendre à quel point sont concernés ici des choix de société cruciaux à propos desquels nous avons été exclus de toute délibération. C'est comprendre que ces experts de plateau télé, derrière des mots pompeux et des raisonnements qui semblent réservés aux initiés, ne disent rien, ou pas grand-chose. Ils ne sont que les valets de chambre d'un système qui se donne, sans même en avoir conscience, tous les moyens d'éloigner les citoyens des idées importantes, en les faisant passer pour bien plus compliquées qu'elles ne le sont.

Nul besoin d'apprendre les chiffres, de faire des intégrales, des dérivées, ou la moindre soustraction pour comprendre l'économie. Nul besoin d'avoir fait une thèse, de parler huit langues, et de connaître chaque pourcentage. Pour être tout à fait honnête avec vous, les économistes eux-mêmes, passé quelques postulats évidents, ne s'accordent sur rien, et semblent se perdre tout seuls dans leurs propres schémas. Prenez la question de la dette publique par exemple, caricaturalement parlant, vous ne trouverez pas deux économistes d'accord. Est-ce à supposer qu'ils sont idiots? Loin de là, simplement, l'économie n'est pas une science dure. C'est une science sociale. Cela signifie qu'il n'y a jamais une seule solution qui s'impose mais un panel de choix qui s'offrent à nous, et qui produisent chacun des conséquences différentes. Pour prendre des exemples récents, les privatisations de biens publics (Aéroport de Paris ou la Française des Jeux), les Gilets jaunes ou encore la réforme des retraites sont autant de sujets qui touchent directement à l'économie, à son fonctionnement et aux choix politiques qui l'orientent dans un sens ou dans un autre. Tout le monde devrait donc pouvoir se faire une opinion sur ce qu'il faut penser de la croissance, du chômage, de la spéculation financière, de la dette, etc. À défaut, le risque est grand de se faire duper par le premier candidat politique venu qui promettra, comme tous les autres, monts et merveilles. Or, l'expérience des dernières décennies a montré que les réveils de lendemains d'élections sont souvent source de grande désillusion. N'est-il pas temps d'acquérir les connaissances requises pour cesser de se faire berner?

Dans les lignes qui font suivre, vous retrouvez un état des lieux de notre situation politique. Cet état des lieux sera principalement économique. Les indicateurs chiffrés permettent d'aller bien au-delà de l'observation, de ne pas se limiter à nos expériences personnelles et à la perception que nos sens peuvent avoir de telle ou telle personnalité politique. Sans eux, notre vision du monde est nécessairement réductrice, limitée. Nos yeux et nos oreilles ne nous font voir qu'une petite partie de la réalité. Or, il faut voir loin et large pour comprendre les grands mouvements qui sont à

l'œuvre. Il ne s'agit pas pour autant d'apprendre ou de décortiquer les chiffres en eux-mêmes, mais de saisir les dynamiques qu'ils mettent en lumière, d'identifier des grandes tendances. L'intérêt est que chaque lecteur puisse débiter la lecture de ce livre avec une vision globale de la situation économique pour comprendre ce qui cloche, pour mettre précisément le doigt sur les causes du malheur qui se propage dans notre société...

a) Une situation économique en constante dégradation

Analysons quelques principaux indicateurs économiques incontournables : la croissance, le chômage et la pauvreté.

La croissance est l'augmentation annuelle, exprimée en pourcentage, du produit intérieur brut¹ (PIB). Autrement dit, c'est la richesse supplémentaire que produit un pays par rapport à l'année précédente.

CROISSANCE FRANÇAISE PAR ANNÉE DE 2000 À 2019²

Année	Croissance en %	Année	Croissance en %
1950	8,6	1985	1,6
1951	5,8	1986	2,3
1952	3,1	1987	2,6
1953	3,5	1988	4,7
1954	5,6	1989	4,3
1955	5,3	1990	2,9
1956	5,0	1991	1,0
1957	5,5	1992	1,6
1958	2,7	1993	- 0,6
1959	2,7	1994	2,4
1960	8,0	1995	2,1
1961	5,0	1996	1,4
1962	6,8	1997	2,3

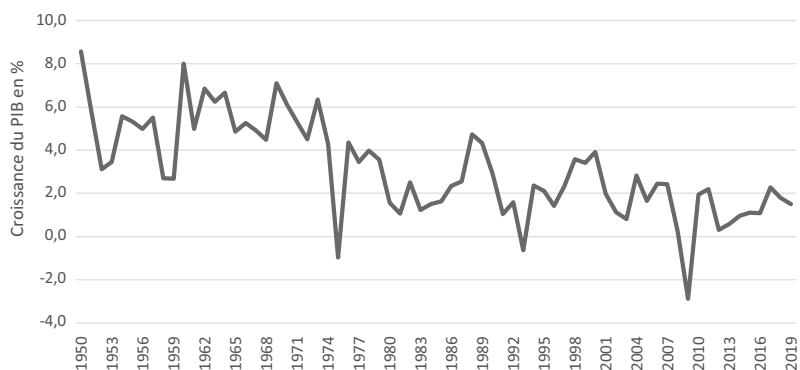
1. Le PIB est l'indicateur économique qui permet de quantifier la valeur totale de la « production de richesse » annuelle effectuée par les agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques) résidant à l'intérieur d'un territoire.

2. Source Insee.

LA FRANCE : ÉTAT DES LIEUX

1963	6,2	1998	3,6
1964	6,7	1999	3,4
1965	4,9	2000	3,9
1966	5,3	2001	2,0
1967	4,9	2002	1,1
1968	4,5	2003	0,8
1969	7,1	2004	2,8
1970	6,1	2005	1,7
1971	5,3	2006	2,4
1972	4,5	2007	2,4
1973	6,3	2008	0,3
1974	4,3	2009	- 2,9
1975	- 1,0	2010	1,9
1976	4,4	2011	2,2
1977	3,5	2012	0,3
1978	4,0	2013	0,6
1979	3,6	2014	1,0
1980	1,6	2015	1,1
1981	1,1	2016	1,1
1982	2,5	2017	2,3
1983	1,2	2018	1,8
1984	1,5	2019	1,5

CROISSANCE DU PIB FRANÇAIS DE 1950 À 2019

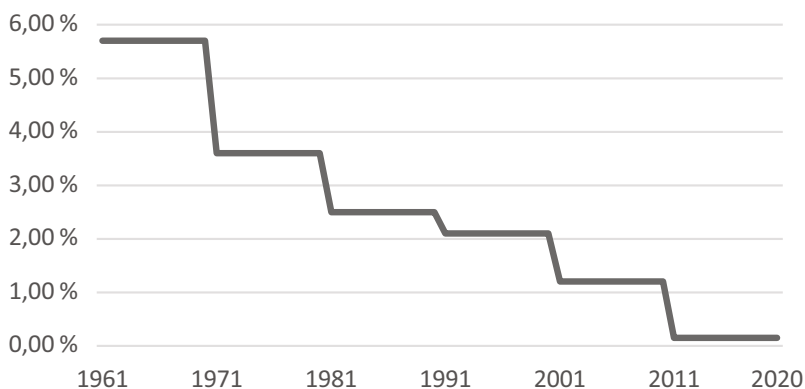


Ce graphique permet aisément d'identifier les trois grandes périodes de récession économique, la première survenue en 1975 (premier choc pétrolier), la deuxième en 1993 (guerre du Golfe),

et en 2008/2009 (crise des *subprimes*). Au-delà de ces périodes exceptionnelles, on constate une baisse tendancielle du taux de croissance sur la période. L'analyse de la croissance moyenne par décennie est à ce titre encore plus édifiante.

CROISSANCE FRANÇAISE MOYENNE PAR DÉCENNIE
DE 1961 À 2020¹

Années	Croissance
1961-1970	5,7 %
1971-1980	3,6 %
1981-1990	2,5 %
1991-2000	2,1 %
2001-2010	1,2 %
2011-2020 ²	0,15 %



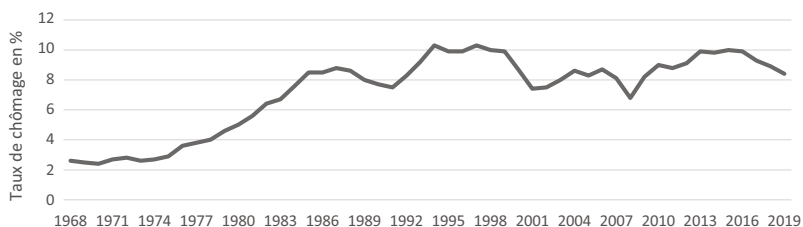
La croissance n'a cessé de s'effriter au fil des années au point que, depuis le début des années 2000, on peine à la maintenir à un niveau supérieur à 1 %. Selon les projections de la Banque

1. Source Insee.

2. La croissance de la dernière décennie (2011-2020) est fortement impactée par la récession économique due à la crise du coronavirus, puisque la récession est estimée à - 10 % sur l'année 2020. Sans la crise, la croissance de l'année 2020 était estimée à 1,3 %, ce qui aurait abouti à une croissance moyenne de 1,07 %, soit une légère baisse par rapport à la décennie précédente.

mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), la France, qui se situait au 7^e rang de des puissances mondiales en 1992, devrait être rétrogradée en 10^e position en 2024¹.

TAUX DE CHÔMAGE AU SENS DU BUREAU INTERNATIONAL
DU TRAVAIL DE 1968 À 2019²



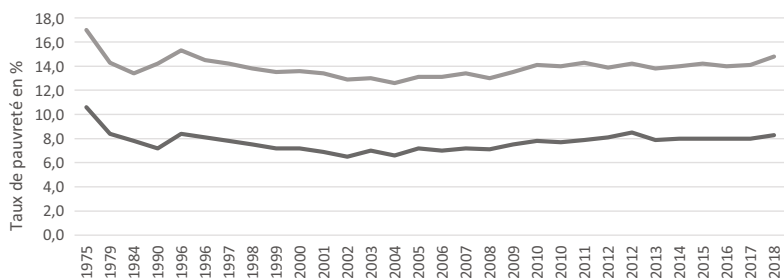
On observe que le taux de chômage était inférieur à 5 % jusqu'en 1980. Depuis le milieu des années 1980, il se situe entre 8 % et 10 % (sauf rares et courtes périodes exceptionnelles en 2001-2002 et 2007-2008). Il faut préciser qu'une économie est considérée en situation de « plein emploi » lorsque le taux de chômage est au plus égal à 5 %, car on admet qu'il existe un chômage frictionnel incompressible. Un taux de chômage supérieur à 5 % est donc le signe d'une économie en mauvaise santé. Lorsque le taux de chômage est anormalement élevé comme c'est le cas en France depuis les années 1980, on qualifie cette situation de « chômage de masse ».

1. Cf. <https://www.statista.com/chart/22256/biggest-economies-in-the-world-time-line>.

2. Source Insee.

REPRENDRE LE POUVOIR

ÉVOLUTION DU TAUX DE PAUVRETÉ¹ DE 1975 À 2018²



Année	1975	1979	1984	1990	1996 ³	1997	1998	1999
Seuil 50 %	10,6%	8,4%	7,8%	7,2%	8,4%	7,8%	7,5%	7,2%
Seuil 60 %	17%	14,3%	13,4%	14,2%	15,3%	14,2%	13,8%	13,5%

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
7,2%	6,9%	6,5%	7,0%	6,6%	7,2%	7,0%	7,2%	7,1%	7,5%
13,6%	13,4%	12,9%	13,0%	12,6%	13,1%	13,1%	13,4%	13,0%	13,5%

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
7,8%	7,9%	8,5%	7,9%	8,0%	8,0%	8,0%	8,0%	8,3%
14,1%	14,3%	14,2%	13,8%	14,0%	14,2%	14,0%	14,1%	14,8%

Après avoir significativement diminué dans les années 1970, le taux de pauvreté a connu une première remontée brutale sur la période de la fin des années 1980 et début des années 1990. Après une légère décline jusqu'en 2000, le taux de pauvreté est reparti à la hausse, en particulier à la suite de la crise des *subprimes* de 2008.

1. Il existe plusieurs appréciations du taux de pauvreté : sont considérées comme « pauvres » les personnes disposant de ressources inférieures à 50 % ou 60 % du revenu médian. En 2019, 50 % du revenu médian correspond à 855 € par mois, et 60 % à 1 026 € par mois.

2. Source Insee.

3. À noter un changement de méthode de calcul en 1996 qui évalue alors le taux de pauvreté à 8,1 % au seuil de 50 % et 14,5 % au seuil de 60 %

Le taux de pauvreté a progressé de 7 % à 8 % entre 2006 et 2016 au seuil situé à 50 % du niveau de vie médian, et de 13,1 % à 14 % au seuil à 60 %. Selon le premier seuil, le nombre de pauvres est passé de 4,4 à 5 millions (+ 600 000), selon le second, de 8 à 8,8 millions (+ 800 000). Un million de personnes exercent un emploi mais disposent d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté fixé à la moitié du revenu médian et deux millions au seuil de 60 %, selon les données 2015 de l'Insee. Suivant le seuil de 60 %, le nombre de pauvres s'établit à 9,3 millions de personnes au 31 décembre 2018 (soit un taux de pauvreté de 14,8 %).

Le rapport sur la pauvreté de l'Observatoire des inégalités fondé sur une étude réalisé par le bureau d'étude Compas pour Emmaüs France publié en 2018 confirme la montée du taux de pauvreté depuis le début des années 2000 :

«Pour comprendre l'évolution de la pauvreté, il faut élargir l'angle de vue. Le taux et le nombre de pauvres ont baissé dans les années 1970 et au début des années 1980, notamment du fait de l'amélioration de la situation des personnes âgées. Au seuil de pauvreté fixé à la moitié du revenu médian, le taux de pauvreté a diminué de 12 % à 7 % entre 1970 et 1990. Le nombre de pauvres s'est réduit de 5,8 à 3,8 millions. Ce mouvement est d'autant plus notable que depuis les années 1970 le seuil de pauvreté a été multiplié par deux, même une fois l'inflation déduite. Concrètement, en 1970, on était considéré comme pauvre si l'on vivait avec l'équivalent de 400 euros d'aujourd'hui (au seuil à 50 %). Aujourd'hui, ce seuil se situe à plus de 800 euros. Il faut toujours garder en tête que la pauvreté est mesurée de manière relative au niveau de vie médian. Quand la pauvreté se réduit, cela signifie que les plus démunis se rapprochent, du point de vue des niveaux de vie, des couches moyennes.

Autrement dit, les inégalités se sont réduites «par le bas». Ce n'est plus le cas depuis le milieu des années 1990, ce qui constitue un changement important dans l'histoire sociale de la France. Les taux de pauvreté ont commencé à remonter avec la

forte crise économique de 1993. La reprise entre 1997 et 2001 a amélioré la situation, mais, dès le début des années 2000, la pauvreté a recommencé à progresser.

Cette évolution sur une longue période résulte de facteurs démographiques et en particulier de la progression du nombre de familles monoparentales aux faibles revenus.

Mais, depuis les années 2000, elle est surtout le fait d'une croissance qui demeure faible et d'un niveau de chômage élevé. La détérioration du marché du travail (chômage, précarité, bas salaires) pèse en particulier sur les niveaux de vie des plus jeunes qui, en outre, subissent des charges de logement en forte progression (le coût du logement n'est pas pris en compte dans les données sur les niveaux de vie)».

Il est intéressant de relever que l'Observatoire des inégalités impute la montée de la pauvreté à la faible croissance ainsi qu'au niveau de chômage élevé. Il convient en outre d'observer que le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) était de l'ordre de 750 000 en 1992, puis a bondi à 1,3 million en 2009 pour finalement atteindre près de 1,9 million au 31 décembre 2019¹, soit une progression de 600 000 personnes en 10 ans, et de plus d'un million en 20 ans! Dans le même sens, le nombre de ménages allocataires de minima sociaux² est passé de 2,9 millions en 1992 à près de 3,8 millions en 2016. Si la croissance est en berne et la précarité en constante expansion, il existe une petite catégorie de privilégiés qui, elle, ne connaît pas la crise.

b) La concentration des richesses au profit des 0,1 % les plus riches

Dès son arrivée au pouvoir en 2017, Emmanuel Macron a fait adopter des mesures largement en faveur des ménages les plus aisés. D'un côté, ont été décidées l'augmentation de la CSG

1. Source CNAF: 1,889 million au 31 décembre 2019.

2. RSA, allocation de solidarité spécifique (chômeurs en fin de droits), AAH (allocation adulte handicapé) et minimum vieillesse.

(contribution sociale généralisée) de 1,7 %, l'augmentation du prix du carburant, la désindexation¹ des allocations familiales et des retraites, et autres mesures pénalisantes pour le budget de la plupart des ménages. D'un autre côté, de nombreux dispositifs en faveur des plus fortunés ont été adoptés : réforme de l'impôt sur la fortune (ISF), qui a pour finalité d'exonérer les biens mobiliers et en particulier les placements financiers, instauration d'un plafond d'imposition dit « flat tax » sur les revenus du capital, transformation du crédit impôt compétitivité emploi (CICE) en allègement pérenne de cotisations sociales, etc. Selon un rapport de l'Observatoire français des conjonctures économiques² (OFCE), les 2 % des ménages les plus riches ont été les grands gagnants de la politique d'Emmanuel Macron en 2018 :

« En moyenne sur 2018, les mesures fiscales et budgétaires auraient un effet quasi nul sur le pouvoir d'achat global. En revanche, en ce qui concerne l'impact redistributif des mesures nouvelles pour les ménages, celles-ci devraient être en 2018 largement au bénéfice des 2 % de ménages du haut de la distribution des revenus qui sont ceux qui détiennent l'essentiel du capital mobilier ».

Selon l'Institut des politiques publiques (IPP), ce sont mêmes les 1 % les plus riches qui ont surtout bénéficié d'une augmentation de leur pouvoir d'achat (+6 %) ³. Il est assez savoureux de constater que les 19 % les plus aisés qui suivent – et qui ont largement voté pour Emmanuel Macron – ont perdu quant à eux jusqu'à 1 % de leur pouvoir d'achat. Il semble bien qu'ils soient les « cocus » dans l'histoire. Emmanuel Macron est à juste titre

1. Les prestations familiales et les retraites ne sont plus revalorisées sur la base de l'inflation annuelle qui correspond à l'augmentation chaque année des prix à la consommation.

2. Rapport OFCE « Budget 2018 : pas d'austérité mais des inégalités ».

3. Tonnelier A., « Les ultrariches, grands gagnants de la fiscalité Macron », *Le Monde*, 12 octobre 2018.

surnommé le « président des riches », même si par souci d'exactitude on devrait dire le « président des ultrariches ». Or, il se trouve que la dynamique de concentration des richesses au profit des plus aisés ne date pas d'hier. Le journal *Challenges* – que l'on ne peut soupçonner d'être stalino-bolchévique – a révélé qu'en 1996 les 500 familles les plus fortunées du pays comptaient pour 6,7 % dans le produit intérieur brut (PIB) français et que ce taux a bondi à 25 % en 2017, puis à 30 % en 2018. Une question vient spontanément : ces 500 familles étaient-elles malheureuses en 1996 ? Et pourtant, ce sont elles qui n'ont cessé d'accroître leur capacité prédatrice sur la production de richesses. Autrement dit, ce sont elles qui ont très largement capté la richesse produite dans le pays au détriment de tous les autres.

Ce phénomène s'accélère, puisque le rapport du comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du 8 octobre 2020 et réalisé sous l'égide de France Stratégie expose que la moyenne des revenus déclarés par les 0,1 % les plus aisés de 2018 (soit 38 000 foyers fiscaux) est supérieure de 27,5 % à la moyenne des revenus déclarés par les 0,1 % les plus aisés de 2017¹. Comparativement, 99 % de la population française a connu une augmentation de ses revenus située entre 3 et 5 % ... Cet écart abyssal s'explique en large partie par les très fortes distributions de dividendes² qui concernent les 1 % les plus aisés, et les plus-values mobilières (issues de la spéculation financière) dont bénéficient surtout les 0,1 % les plus aisés. La distribution de dividendes a atteint 51 milliards de dollars en 2018, ce qui fait de la France la championne d'Europe en la matière³.

1. La progression constatée est bien supérieure à celle des années précédentes : + 6 % en 2016 et +10 % en 2017.

2. Les dividendes correspondent à la part des bénéfices réalisés par une société et attribués à chaque actionnaire (individu propriétaire d'un ou plusieurs titres d'une société). Au même titre que le salaire est la rémunération de l'employé, le dividende est la rémunération de l'actionnaire.

3. « Dividendes : nouveau record en France », *La Tribune*, 19 août 2019. <https://www.latribune.fr/bourse/dividendes-nouveau-record-en-france-malgre-le-ralentissement-825997.html>

Il serait néanmoins malhonnête de prétendre que la France fait figure d'exception. La tendance est mondiale. Partout dans les pays développés, les inégalités ne cessent de se creuser, cela au bénéfice des 1 %, voire des 0,1 % les plus privilégiés de la population. Selon le rapport sur les inégalités dans le monde présenté le 14 décembre 2017 et réalisé sous la supervision de Thomas Piketty, les 1 % les plus riches de la population mondiale ont capté 27 % de la croissance des revenus dans le monde depuis 1980. En revanche, les 50 % les plus pauvres n'en ont perçu que 12 %. Selon le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII)¹, la part des profits dans la valeur ajoutée² a augmenté de 7 points aux États-Unis et de 19 points en Europe entre 1980 et 2015, contribuant fortement à l'augmentation de la part revenant au capital. La part du travail dans la valeur ajoutée a corrélativement baissé de 7,3 % aux États-Unis et de 8 % en Europe sur la même période. Cette évolution – qui s'explique en partie par une concentration accrue des entreprises qui leur permet de réduire la concurrence et d'augmenter significativement leurs marges – a entraîné une explosion des profits et des rémunérations versées aux actionnaires. Selon une étude de la banque suisse UBS et du cabinet PwC (PricewaterhouseCoopers) publiée début octobre 2020, on compte 2 058 milliardaires dans le monde en 2020, contre 969 en 2009. La richesse de ces milliardaires a triplé sur la même période, passant de 2,8 trillions de dollars à 8 trillions de dollars (1 trillion étant égal à 1 milliard de milliards de dollars).

Loin d'échapper à cette dynamique de concentration des richesses, il est stupéfiant de constater que la France fait partie des pays les mieux classés en matière ! La fortune des Français les

1. « Comment expliquer la déformation du partage de la valeur ajoutée depuis 30 ans ? », analyse des économistes Sophie Piton et Antoine Vatan.

2. La valeur ajoutée (VA) est une notion de comptabilité qui représente la richesse nouvelle produite par l'entreprise lors du processus de production qui pourra être répartie sous forme de revenus. Elle permet de calculer la richesse brute créée par une entreprise, avant rémunération de ses salariés, de ses apporteurs de capitaux et des administrations.

plus riches a crû de 439 %¹ (!) en 10 ans, ce qui classe notre pays au deuxième rang mondial après la Chine, loin devant le Canada (+238 %), Hong Kong (+208 %), l'Allemagne (+175 %), les États-Unis (+170 %) et le Royaume-Uni (+168 %). La France est peut-être l'un des pays les plus redistributeurs de richesses, mais elle est aussi un petit coin de paradis pour ses milliardaires...

Cette concentration des richesses au bénéfice des 1 % et plus encore des 0,1 % les plus riches est en train de bouleverser l'équilibre fragile de nos sociétés, et en particulier de la société française.

c) La baisse du niveau de vie des Français

L'étude des principaux indicateurs économiques laisse à penser que le niveau de vie des Français, au moins pour une partie d'entre eux, connaît une baisse tendancielle depuis plusieurs années. Dans un contexte de très faible croissance et de chômage de masse, la dynamique de concentration des richesses dans les mains des 1 % les plus riches ne peut en effet s'opérer qu'au détriment du reste de la population. Ce raisonnement est corroboré par les études sur le partage de la valeur ajoutée qui ont établi que la part revenant au capital avait explosé au détriment de celle revenant au travail. La dynamique économique à l'œuvre ne peut avoir d'autre effet que de provoquer le déclassement, c'est-à-dire la baisse du niveau de vie d'une part grandissante de la population.

Cette analyse est validée par une récente étude de l'Insee qui expose que le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes, ou premier décile de niveau de vie, a diminué de 2,9 % en dix ans (de 2008 à 2018)². La baisse du niveau de vie tend désormais à toucher de plus en plus de citoyens français. En 2018, le niveau de vie des 30 % de Français les moins aisés a baissé³, étant précisé

1. La fortune cumulée des milliardaires français est passée de 82 milliards de dollars en 2009 à 442 milliards de dollars en 2020.

2. Rapport «En 2018, les inégalités de niveau de vie augmentent», n° 1813 publié en septembre 2020.

3. Baisse de - 1,6 % pour le premier décile et - 0,4 % pour le troisième décile.